



Montreuil, le 26 octobre 2026

Adresse aux syndicats CGT

Chères et chers camarades,

Nous entrons dans une période décisive.

Depuis septembre, nous avons infligé au gouvernement un front continu de mobilisations pour imposer les questions sociales dans le débat public, alors que certains médias et l'extrême droite tentent d'imposer un climat de peur et de haine.

Nous nous sommes mobilisés avec les féministes suite à la mort de la petite Lyhanna et nous avons gagné l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi intégrale contre les violences que nous avons contribué à rédiger. Notre fédération des Mines et de l'Énergie a, dans l'unité syndicale, réussi une grève historique le 15 septembre forçant ainsi le gouvernement à renoncer à s'attaquer au « tarif agent ». Nous avons réussi une grève inédite des pompiers et une belle journée de grève et de manifestation pour les services publics et les salaires le 29 septembre.

Les lycéen·nes ont ensuite pris le relais et se mobilisent pour gagner de meilleures conditions d'études. Malgré la répression inédite dont ils et elles ont fait l'objet, ils et elles ont réussi le tour de force de rassembler lycées professionnels et lycées généraux, lycées de banlieue, lycées ruraux et lycées de centre-ville, lycées publics comme lycées privés. Leur mobilisation fait tache d'huile et a été rejointe par celle des étudiant·es. La CGT leur a immédiatement apporté son soutien et s'est organisée pour sécuriser leurs cortèges de façon à leur permettre d'exercer leur droit à manifester. Nous avons mis à disposition nos Bourses du travail et accompagné leur mobilisation. Avec nos camarades de la FSU, nous avons gagné des appels à la grève unitaires dans l'éducation nationale et l'enseignement supérieur. Grâce à la mobilisation de dizaines de milliers de camarades en gilets rouges CGT, d'enseignant·es et de parents d'élèves, les manifestations des 6, 8 et 13 octobre ont été massives et ont forcé le gouvernement à changer de ton : non, il ne s'agit pas d'émeutiers, non, il ne s'agit pas de « proxys d'ultra gauche » mais d'une mobilisation sociale avec des revendications très claires !

Après avoir espéré se débarrasser de la mobilisation par la répression, le gouvernement pensait y échapper grâce aux vacances scolaires. Nouvel échec. La mobilisation du 17 octobre contre la vie chère initiée sur les réseaux sociaux et que nous avons décidé de soutenir a pris le relais. 800 000 jeunes, travailleurs, travailleuses et retraité·es ont

manifesté partout en France, des militant-es CGT bien sûr mais aussi de nombreux non syndiqué.es et d'anciens gilets jaunes travaillant dans des entreprises dans lesquelles nous ne sommes pas implantés. Nous avons ainsi réussi à dépasser les mises en opposition et à gagner la convergence. Cette belle journée de mobilisation a malheureusement été ternie par de nombreuses dégradations et par des violences, notamment policières, ce qui a permis au gouvernement et aux médias d'occulter les revendications et de légitimer des mesures liberticides.

Attribuant la responsabilité de ces dégradations à une « ultra gauche qui aurait planifié un schéma insurrectionnel » le gouvernement a multiplié de façon inédite les mesures de restrictions des libertés : couvre-feu, interdictions de manifester, changements de parcours de dernière minute, recours à l'armée, au GIGN et au Raid, menace d'interdire les réseaux sociaux... Emmanuel Macron a même osé déclarer « il est recommandé de ne pas manifester » ! Son objectif : organiser le chaos et profiter de nouvelles violences pour justifier une étape répressive supplémentaire : l'état d'urgence. Nous avons donc mis toute notre énergie à organiser les manifestations du 24 octobre pour qu'elles soient massives et pacifiques pour, à nouveau, mettre en échec la stratégie du gouvernement. Et c'est chose faite. Malgré les interdictions, les changements de parcours, les violences policières et la pluie, 800 000 personnes ont à nouveau défilé contre la vie chère le 24 octobre, pacifiquement. La mobilisation s'étend en Europe : en Espagne et au Portugal le 11 novembre, en Italie le 20 novembre, en Grèce le 25 novembre.

Il nous faut maintenant enclencher une nouvelle étape. La grève du monde du travail doit prendre le relais. L'objectif : mettre le patronat face à ses responsabilités. Pourquoi le gouvernement refuse d'agir contre la vie chère, d'augmenter les salaires et de financer les services publics ? Parce que le patronat refuse de partager les richesses. Le 5 novembre prochain, avec la quasi-totalité des organisations syndicales, nous appelons à une grande journée de grève et de manifestation. Il nous faut donc travailler à généraliser la grève. Il nous faut, dans chaque entreprise, atelier, établissement et service où la CGT est implantée gagner des appels à la grève le 5 novembre, si possible en intersyndicale.

Nous vous invitons donc à :

- Organiser, sur tous les lieux de travail, des AG pour décider des revendications et de la grève ;
- Exiger, dans toutes les entreprises et les branches, si possible en intersyndicale, l'ouverture de NAO sur les salaires et l'égalité F/H ;
- Organiser le 5 novembre des cortèges d'entreprises et de services avec vos propres banderoles qui permettent de créer une dynamique pour la suite et de reconduire la grève si le rapport de force le permet ;

- Mettre à disposition des UD et des UL des camarades pour participer à l'ALS et assurer la sécurisation des manifestations du 5 novembre mais aussi de celles du samedi ;
- Proposer la syndicalisation le plus largement possible. Jamais nous n'avons reçu autant de demandes d'adhésions électroniques ! Cela confirme que nous avons un énorme potentiel à exploiter pour renforcer la CGT !

Il nous faut toujours garder notre objectif en tête : gagner des victoires syndicales pour les jeunes et le monde du travail. C'est la raison pour laquelle la CGT exige l'ouverture de négociations immédiates pour répondre aux revendications. Avec les jeunes, nous voulons la fin de Parcoursup et des moyens pour les lycées et les universités. Pour répondre à la vie chère nous voulons une augmentation des salaires et des pensions, du Smic et du point d'indice des fonctionnaires et un blocage des prix. Nous voulons aussi une réécriture de A à Z du projet de PLF et de PLFSS pour des services publics et une protection sociale à la hauteur des besoins de la population. Et nous voulons gagner, dans toutes les entreprises et les branches, des augmentations de salaires. Nous voulons également une véritable politique industrielle, qui préserve nos emplois, crée les conditions de la transition environnementale, valorise nos savoir-faire et donne à nos territoires les moyens de préparer l'avenir. Parce que l'industrie est une richesse collective qui permet de conforter notre modèle social, nos services publics, et une promesse pour les générations futures, nous refusons qu'elle soit sacrifiée sur l'autel de la rentabilité financière.

Pas question de laisser passer la répression. Nous avons obtenu la création d'une commission d'enquête à l'Assemblée nationale, ce qui nous permettra d'exiger que toute la lumière soit faite sur les centaines de manifestant-es blessé-es (dont 10 militant-es CGT) et les plus de 10 000 gardes à vue (dont au moins 7 militant-es CGT) et une loi d'amnistie.

Chères et chers camarades. Il nous faut avoir conscience que l'enjeu de la mobilisation dépasse la simple satisfaction des revendications, mais déterminera la dynamique des élections présidentielles et législatives. L'extrême droite est aux portes du pouvoir et espère capter la colère et l'aspiration à l'ordre. Pour cela, elle multiplie les provocations pour créer de la violence et de la division. Donald Trump, à l'image de ce qu'il a organisé en Allemagne, en Grande Bretagne, en Argentine ou encore au Brésil tente une stratégie d'ingérence pour faire monter les peurs. Ces deux dernières semaines, à trois reprises, il a expliqué que les violences en France étaient dues à l'immigration et à l'islam. Le terrible attentat terroriste raciste de Trappes le confirme. Le racisme, l'antisémitisme et les idées d'extrême droite tuent. Les violences d'extrême droite se multiplient, notamment le 24 octobre où des groupuscules d'extrême droite ont attaqué des manifestant-es dans une dizaine de villes. Ne tombons surtout pas dans le piège qu'ils veulent nous tendre et ne cédon pas à ces provocations, restons pacifiques mais dénonçons systématiquement et fermement ces violences.

Alors que Marine Le Pen lançait sa campagne à Orléans, nous avons réussi à rassembler l'ensemble des forces progressistes et à organiser une grande manifestation pour rappeler que l'extrême droite ne sera jamais un parti comme les autres. A l'image de ce qui s'est passé en 1936 et de ce que viennent de réussir nos camarades brésiliens, la mobilisation et l'unité peuvent nous permettre de faire gagner non seulement des conquêtes sociales, mais aussi de mettre en échec le fascisme.

Comme elle l'a toujours fait au cours de sa riche histoire, notre CGT est et sera au rendez-vous de ses responsabilités.

Il nous faut donc, chacune et chacun, répondre présent dans cette étape décisive. Nous sommes dans une phase d'accélération de l'histoire sociale. C'est la mobilisation de toute la CGT qui en déterminera l'issue.

Sophie Binet,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'S. Binet', with a stylized flourish at the end.

Secrétaire générale de la CGT